



Grand-messe DOS à Rennes le 9 février 2010

une journée de communication pour la direction... et d'action syndicale pour la CGT !

Le 9 février 2010, Philippe PARINI, directeur général de la DGFIP, inaugurerait à Rennes une série de grand-messes inter-régionales de "restitution des groupes de travail du document d'orientation stratégique" (DOS). Les directions impôts et trésor de trois régions (Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie) avaient "invité" 1400 agents et cadres pour cette grande opération de communication.

Auparavant, la direction avait organisé des groupes de travail pour parler des missions, en les déconnectant de la question primordiale des moyens en personnel. Pour la CGT, ce DOS n'est qu'une opération de communication qui vise à justifier les réformes et suppressions d'emplois de la direction, en essayant de faire croire que c'est avec l'accord des personnels.

Dès le matin, les militants syndicaux (dont de très nombreux syndiqués CGT de l'inter-région) accueilleraient les participants à l'entrée du parc des expositions, en leur remettant des tracts les informant des enjeux et des revendications.

Dans la matinée, les militants CGT, accompagnés de quelques militants du SNUI, sont allés en manifestation pour remettre au directeur général la pétition signée par des centaines d'agents du trésor et des impôts. Sous la pression des manifestants, il a finalement accepté de sortir de la salle pour les rencontrer. Après un bref débat, avant de rejoindre la salle de réunion, il nous a invités à revenir collectivement à l'audience alors que seulement 5 d'entre nous devaient y participer.

Les militants CGT d'Ille-et-Vilaine à la fin de manif ont évoqué longuement les problèmes locaux avec les adjoints du directeur, Bernard NICOLAIEFF (délégué inter-régional) et Philippe RAMBAL (directeur adjoint). Ils ont parlé des difficultés des postes, notamment ruraux, et ceux très spécifiques de la TCA, avec ses 20 vacances d'emplois. M. NICOLAIEFF, découvrant ces problèmes, a annoncé qu'il se rendrait à la TCA prochainement.

L'après-midi, ce sont donc plus de trente militants CGT qui sont allés à l'audience pour lui porter les revendications des personnels de l'inter-région.

Il est clair que nous sommes à des années-lumière de la direction ! Le directeur général annonce que les suppressions d'emplois vont continuer et qu'il faut donc des gains de productivité...

A propos de la loi de mobilité : il déclare qu'il ne l'appliquera pas... Un bel engagement qui n'engagera que les gogos qui le croiront ! Il a même le culot d'affirmer que les réformes qu'il mène auraient pour objectif de permettre à tous les agents de rester sur place en cas de restructuration ! Idem pour la prime au mérite qu'il voudrait n'appliquer qu'aux cadres supérieurs... en désobéissant au ministre de la fonction publique ?

Interpellé par la CGT et les autres syndicats sur les projets de réforme (pensions, dépense, informatique, etc.), il apporte quelques réponses au compte-goutte. Nous y apprenons notamment que les services de pension de Rennes et Nantes devraient être maintenus dans le cadre des nouvelles missions. De même, il donne des précisions sur les départements et centres informatiques, qui devraient devenir des établissements autonomes avec une direction à Bercy pour le pilotage stratégique. Il confirme un ralentissement des fermetures de postes comptables (dans la période...). Il annonce à nouveau la venue d'un sous-directeur (Vincent MAZAURIC) au PIAA -visite promise l'année dernière et toujours attendue depuis...

Par contre, interpellé par la CGT sur les conditions de travail et la souffrance au travail, il botte en touche... Il promet des médecins de prévention partout... alors qu'il n'y en a plus depuis 18 mois dans la Manche par exemple ! Dans les centres des impôts de Vendée, le problème des conditions de travail, du fait des suppressions d'emplois et des restructurations, est devenu tellement important qu'il conduit de plus en plus de collègues à la dépression, jusqu'à un suicide ! En 2009, le directeur général promettait qu'il y aurait des solutions pour ce département, s'engageait à ne pas y faire plus de suppressions d'emplois... résultat pour 2010 : LE DOUBLE !

Alors, non, M. le directeur général, nous ne croyons pas à vos engagements et comme l'a dit une camarade de Vendée, directement concernée par cette affaire, nous ne vous ferons plus confiance car vous avez démontré là votre malhonnêteté !